



Conseil économique et social

Distr. limitée
25 avril 2018
Français
Original : anglais

Instance permanente sur les questions autochtones

Dix-septième session

New York, 16-27 avril 2018

Projet de rapport

Rapporteur : M. Brian Keane

Chapitre I

Questions appelant une décision du Conseil économique et social ou portées à son attention

B. Questions portées à l'attention du Conseil

Recommandations de l'Instance permanente

Débat sur le thème « Droits collectifs des peuples autochtones sur leurs terres, leurs territoires et leurs ressources » (point 8)

1. Le droit aux terres, aux territoires et aux ressources est au cœur des luttes que mènent les peuples autochtones dans le monde entier. La relation que ces peuples entretiennent avec leurs terres ancestrales est la source de leur identité culturelle, spirituelle et sociale, le fondement sur lequel se sont développés leurs modes traditionnels d'acquisition des connaissances et la pierre angulaire de leur bien-être physique et économique.
2. La Déclaration des Nations Unies sur les droits des peuples autochtones reconnaît le droit des peuples autochtones à l'autodétermination (art. 3 et 4) ainsi que leurs droits collectifs de posséder et de contrôler leurs terres et leurs ressources (art. 25, 26 et 27), leur droit au consentement préalable, donné librement et en connaissance de cause concernant les lois, mesures et projets qui pourraient avoir une incidence sur leurs droits (art. 10, 11, 19, 28, 29 et 32) et leur droit de participer à la prise de décisions (art. 5, 18 et 27). Ces droits sont également consacrés par la Convention (n° 169) relative aux peuples indigènes et tribaux, adoptée par l'Organisation internationale du Travail en 1989, et par les décisions de plus en plus nombreuses que prennent les organes conventionnels des droits de l'homme, la Cour interaméricaine des droits de l'homme et la Cour africaine des droits de l'homme et des peuples.
3. Des progrès ont été accomplis s'agissant de l'établissement de normes internationales concernant les droits des peuples autochtones sur leurs terres, leurs



territoires et leurs ressources, notamment par les mécanismes régionaux des droits de l'homme en Afrique et en Amérique. L'Instance permanente s'en félicite et salue notamment l'arrêt rendu récemment par la Cour africaine des droits de l'homme et des peuples dans l'affaire relative au peuple Ogiek au Kenya. Elle encourage les peuples autochtones et les États à collaborer davantage avec les mécanismes régionaux et à appliquer efficacement leurs décisions.

4. Plusieurs États ont reconnu les droits collectifs des peuples autochtones sur leurs terres, leurs territoires et leurs ressources en instituant une protection constitutionnelle ou légale ou par l'intermédiaire de jugements, d'arrangements constructifs et de programmes publics. La Bolivie (État plurinational de), le Canada, le Danemark, l'Équateur, l'Indonésie, la Norvège, la Nouvelle-Zélande (Aotearoa), les Philippines et la République du Congo font partie des pays qui ont pris des mesures dans ce sens. D'autres pays tels que l'Australie, la Colombie ou les États-Unis d'Amérique ont accepté que les peuples autochtones exercent un contrôle collectif sur certaines parcelles de terre ou sur certains territoires. L'Instance permanente se félicite des progrès accomplis mais souligne que, même dans ces pays, le décalage entre la reconnaissance officielle des droits et l'application des lois et politiques censées les faire respecter reste considérable.

5. Même dans les pays qui les ont reconnus, ces droits ne sont tout simplement pas respectés, ou alors les procédures visant à garantir leur exercice, telles que la cartographie des territoires ou des ressources, la délimitation des terres et l'attribution de titres de propriété, sont la plupart du temps inachevées, subissent des retards importants ou restent sans suite. Cela a par exemple été observé au Cambodge, au Kenya et aux Philippines. Dans les faits, la non-exécution des lois ainsi que le caractère contradictoire de certaines dispositions législatives et réglementaires se soldent souvent par un déni des droits accordés aux peuples autochtones. Comme l'a constaté la Banque mondiale, cet état de fait a été signalé dans de nombreux pays, notamment en Fédération de Russie. L'Instance permanente félicite les États qui ont reconnu les droits collectifs des peuples autochtones sur leurs terres, leurs territoires et leurs ressources et, parallèlement, les engage vivement à prendre immédiatement des mesures pour assurer l'exercice de ces droits, et notamment à adopter des programmes de cartographie, d'attribution de titres de propriété ou autres et les réformes législatives nécessaires. Elle invite instamment les États à l'informer des mesures qu'ils auront prises d'ici à sa vingtième session, en 2021.

6. La plupart des États n'ont pas encore reconnu officiellement les peuples autochtones, et encore moins leurs droits collectifs sur leurs terres, leurs territoires et leurs ressources, ceux-ci pouvant souvent s'opposer aux modèles dominants de privatisation et de développement. L'Instance permanente se déclare vivement préoccupée par la non-reconnaissance des peuples autochtones dans ces États, particulièrement en Afrique et en Asie, et leur recommande de transposer les dispositions de la Déclaration dans la législation nationale et d'élaborer des politiques et programmes en vue de faire effectivement respecter les droits collectifs des peuples autochtones sur leurs terres, leurs territoires et leurs ressources.

7. Pour l'Instance permanente, le fait de garantir les droits collectifs des peuples autochtones sur leurs terres, leurs territoires et leurs ressources ne vise pas seulement à préserver le bien-être de ces peuples mais permet également de faire face à certains des problèmes les plus pressants dans le monde, notamment les changements climatiques et la destruction de la nature. De plus en plus, les études montrent que la promotion de ces droits constitue la manière la plus efficace de protéger les écosystèmes essentiels, les cours d'eau et la diversité biologique.

8. L'Instance permanente souligne qu'il n'est pas possible d'atteindre les objectifs de développement durable sans faire respecter les droits des peuples autochtones sur

leurs terres, leurs territoires et leurs ressources. Elle demande donc aux États de reconnaître les droits coutumiers ou les droits de propriété dont jouissent les peuples autochtones sur leurs terres et leurs ressources, au titre de la cible 2.3 associée aux objectifs de développement durable, dans le cadre de laquelle l'égalité d'accès aux terres est demandée.

9. L'Instance permanente appelle l'attention sur le nombre d'actes d'intimidation et de représailles signalés partout dans le monde, y compris les obstacles qui sont mis à la participation des représentants des peuples autochtones à ses sessions. Les dirigeants autochtones et les défenseurs des droits de l'homme, notamment les femmes, sont beaucoup plus exposés, comme le montrent plusieurs études, dont celle du Rapporteur spécial sur la situation des défenseurs des droits de l'homme.

10. Étant donné que l'Organisation des Nations Unies compte sur la coopération des peuples qu'elle sert et que le droit de nouer des liens avec elle constitue un droit fondamental, l'Instance permanente demande au Secrétaire général de rassembler, par l'entremise du Sous-Secrétaire général aux droits de l'homme et en coordination avec le Haut-Commissariat des Nations Unies aux droits de l'homme, le Rapporteur spécial sur la situation des défenseurs des droits de l'homme et les entités des Nations Unies compétentes, les informations sur ce type d'atteintes qui seront communiquées régulièrement par toutes les entités du système et de recueillir les contributions des peuples autochtones en vue de lui présenter, à sa dix-huitième session, en 2019, un rapport portant notamment sur les mesures qui ont été prises ou qui sont proposées pour prévenir ces atteintes¹.

11. L'Instance permanente est particulièrement attentive à la révision du système de protection sociale par la Banque mondiale. Elle demeure préoccupée par le fait que, bien qu'il soit reconnu dans la Norme environnementale et sociale n° 7 que la préservation de l'attachement collectif des peuples autochtones à leurs terres est importante, cette norme autorise le morcellement des territoires collectifs de ces peuples et l'institution de droits de propriété individuels. Les financements alloués aux États pour morceler les terres des peuples autochtones engendrent des conflits, détruisent pour toujours les moyens de subsistance et les stratégies de gestion des ressources ancestrales et sapent les structures de gouvernance propres à ces peuples. Par conséquent, l'Instance permanente prie instamment la Banque mondiale de prendre d'urgence des mesures pour remédier à ce problème. Le paragraphe 29 de la Norme environnementale et sociale n° 7 devrait être revu afin que les peuples autochtones continuent de disposer de droits collectifs sur leurs terres, leurs territoires et leurs ressources dans le cadre des projets financés par la Banque mondiale.

12. L'Instance permanente demande au Groupe d'experts des Nations Unies et de l'extérieur chargé des indicateurs relatifs aux objectifs de développement durable de mettre en place l'indicateur foncier et de communiquer des informations à cet égard, notamment en ce qui concerne l'évolution de l'usage des terres et la sécurité du statut foncier dans les territoires ancestraux des peuples autochtones.

13. L'Instance permanente engage vivement tous les organismes, fonds et programmes des Nations Unies à reconnaître dans leurs politiques et leurs programmes de pays les droits collectifs qu'ont les peuples autochtones sur leurs terres, leurs territoires et leurs ressources et à lui rendre compte des progrès accomplis en la matière à sa dix-huitième session.

14. L'Instance permanente s'inquiète de ce que les droits des peuples autochtones d'Afrique centrale sur leurs terres, leurs territoires et leurs ressources continuent

¹ Voir <http://www.ohchr.org/EN/Issues/Reprisals/Pages/ReprisalsIndex.aspx>.

d'être violés. Le développement social, économique, politique et juridique de ces peuples est entravé par les multiples menaces dont ils font l'objet et les nombreux obstacles qu'ils rencontrent, notamment : la discrimination et la marginalisation ; l'insuffisance des droits qui leur sont reconnus en ce qui concerne la terre et les ressources naturelles et productives ; le déni de justice et le manque d'accès à la justice ; la violation des droits culturels ; le déni du droit à la reconnaissance juridique ainsi qu'à la représentation et à la participation politiques ; le manque d'accès aux services sociaux de base ; le déni du droit à l'existence et au développement autonome ; les violences faites aux personnes et communautés autochtones, y compris le viol des femmes autochtones ; les litiges fonciers aux conséquences multiples causés par les projets de mise en valeur et de conservation qui ne tiennent pas compte des droits et des intérêts des peuples autochtones.

15. Rappelant les articles 3, 4, 8, 18, 25, 26 et 32 de la Déclaration des Nations Unies sur les droits des peuples autochtones, l'Instance permanente demande instamment aux États d'Afrique centrale de reconnaître, de promouvoir et de protéger les droits collectifs des peuples autochtones sur leurs terres, leurs territoires et leurs ressources en mettant au point des dispositifs destinés à consacrer juridiquement les droits de ces peuples sur les terres et les ressources, à régler les litiges fonciers, à garantir une réparation juste et équitable et à faciliter un dialogue permanent qui favorise la participation et la représentation politiques des peuples autochtones dans les instances décisionnelles.

16. L'Instance permanente demande instamment aux États Membres de lui communiquer, à sa dix-huitième session, des informations sur les progrès relatifs aux droits collectifs des peuples autochtones et aux arrangements constructifs passés avec ces peuples, y compris :

- a) Les mesures prises pour mettre fin à l'aliénation des terres dans les territoires des peuples autochtones ;
- b) L'aide financière et technique prêtée à ces peuples pour cartographier les frontières de leurs terres communales ;
- c) Les instruments juridiques et décisionnels permettant d'enregistrer les titres collectifs entrés en vigueur ;
- d) Les lois adoptées avec le consentement préalable, libre et éclairé des peuples autochtones lorsque leurs territoires, leurs terres et leurs ressources naturelles sont en jeu.

17. Il a été demandé à l'Instance permanente sur les questions autochtones de prendre tout particulièrement en considération l'usage que font les peuples autochtones de l'autonomie et des arrangements constructifs pour affirmer leur autodétermination, notamment en rassemblant et en diffusant les bonnes pratiques en la matière. En conséquence, l'Instance invite les entités des Nations Unies et les établissements universitaires à l'aider à collecter des informations sur les formes d'autonomie autochtone.

18. L'Instance permanente demande instamment aux États d'établir, en consultation avec les peuples autochtones, des institutions nationales chargées de recueillir des données sur les terres, les territoires et les plans d'eau sur lesquels ces peuples ont des droits de propriété collectifs du fait d'une utilisation ou d'une présence ancestrale.

19. En sa qualité d'organe consultatif du système des Nations Unies chargé de promouvoir l'application de la Déclaration et conformément au paragraphe 29 du document final de la réunion plénière de haut niveau de l'Assemblée générale connue sous le nom de Conférence mondiale sur les peuples autochtones, l'Instance permanente demande à tous les États de rendre compte de l'évolution de la situation

concernant les droits des peuples autochtones dans les rapports qu'ils présentent régulièrement au Conseil des droits de l'homme au titre de l'Examen périodique universel. Elle veillera à reprendre ces informations dans son examen annuel de la situation des droits fondamentaux des peuples autochtones.
